



François Saint-Bonnet

francoissaintbonnet@gmail.com

Né le 13 août 1966

PROFESSEUR DE DROIT A L'UNIVERSITE PANTHEON ASSAS (PARIS II)

Formation

1998 - **Agrégation** d'histoire du droit et des institutions (deuxième du concours)

1996 - **Doctorat** en droit – Université Paris II (prix de thèse)

1991 - **DEA** Histoire du droit – Université Paris II (mention Bien) et **DEA** Philosophie du droit – Université Paris II (mention Bien)

1989 - **Maîtrise** de droit public – Université Paris II (mention Bien)

Responsabilités scientifiques

- **Expert** sur des questions de Recherche et d'Enseignement Supérieur auprès de l'Union Européenne dans le cadre de Jumelages, auprès de l'ANR (Agence nationale de la Recherche), de l'AERES (Agence de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) puis HCERES (Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), etc.
- **Délégué scientifique** à l'Agence de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) de 2007-2010
- **Directeur scientifique adjoint** au Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur à la MSTP (Mission scientifique, technique et pédagogique) : expertise et évaluation des Écoles doctorales, Unités de recherches (EA,

UMR...), Masters, Prime d'encadrement doctoral et de recherche, Allocations de recherche, etc. des trois premières sections CNU (droit privé, droit public et histoire du droit) en 2006-2007

- **Président du conseil scientifique** de la *Chaire « Territoire National »* des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (Ministère de la Défense – Armée de Terre) depuis 2018

Responsabilités éditoriales

- Directeur scientifique de la collection *Bibliothèque d'histoire du droit et droit romain* à la Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ) depuis 2009
- Membre du conseil éditorial de la collection *Domat-Montchrestien* de la LGDJ (Groupe Lextenso) depuis 2004
- Membre du conseil de rédaction de *Droits (Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques)* depuis 1999
- Membre du conseil de rédaction et du conseil scientifique de la *RHD (Revue d'Histoire du Droit Français et Étranger)* depuis 2001
- Membre du conseil scientifique de la revue *Jus politicum. Revue de droit politique* (Dalloz), depuis 2010
- Membre du conseil scientifique de la revue *Droit & Philosophie. Annuaire de l'Institut Michel Villey* (Dalloz), depuis 2014
- Membre du conseil scientifique de la *Revue d'Histoire des Facultés de droit* depuis 2005

Organes collégiaux

- Membre du **Conseil National des Universités (section 03)**, 2007-2011 et 2012-2015
- Membre du **Conseil national du Droit (CND)** : représentants des professions juridiques et des enseignants des facultés de droit de 2007 à 2012.
- Membre du **Groupe de travail sur l'enseignement juridique** sous la présidence du Pr Didier Truchet sous l'égide de la *Direction générale de l'enseignement supérieur* (2006-2007).
- Membre régulier de **Commissions de spécialistes** puis de **Comités de sélection** en histoire du droit et en droit public

Jurys

- Vice-président du jury du concours de l'**École Nationale d'Administration** (ENA) en 2014

- Président du jury du concours de sortie de l'**École Spéciale Militaire** de St-Cyr (Coëtquidan) en 2010 et en 2014
- Membre du jury du concours de l'**Agrégation de droit public** en 2004 (sous la présidence du Pr Jean Combacau)
- Président du jury du **prix de thèse** de la SFPT en 2009 (Société Française de Publication de Textes) qui publie des thèses d'histoire du droit

Responsabilités administratives

- **Directeur des Relations Internationales** de l'Institut d'Études Politiques de Rennes (2001-2004)
- **Membre de L'UFR 2^e et 3^e cycle** de l'Université Paris II depuis 2009-2016
- **Responsable du Diplôme d'Université (DU)** de Paris II - Fondements du droit public depuis 2018

Affectations

1991-1994 – Université **Paris II** (Panthéon-Assas), allocataire de recherche chargé de travaux dirigés
 1994-1996 - Université **Paris II** (Panthéon-Assas), attaché temporaire d'enseignement et de recherche
 1997-1998 – Université de **Rouen**, maître de conférences
 1998-2001 – Université de **Poitiers**, professeur
 2001-2008 - Institut d'Études Politiques de **Rennes**, professeur
 2008 - ... - Université **Paris II** (Panthéon-Assas), professeur

Décorations

Chevalier dans l'**Ordre National du Mérite** (2010)
 Officier dans l'**Ordre des Palmes Académiques** (2022)

Publications

Ouvrages

- 1/ *L'état d'exception*, PUF, coll. « Léviathan », 2001^[1]_[SEP]
- 2/ *Histoire des institutions avant 1789*, LGDJ-Montchrestien, coll. « Domat - Droit public » (avec Yves Sassier), 7e éd. en 2022^[1]_[SEP]
- 3/ Participation à Frédéric Bluche, *Manuel d'histoire politique de la France contemporaine*, PUF, coll. « Droit fondamental », 3ème édition, 2008^[1]_[SEP]
- 4/ *À l'épreuve du terrorisme. Les pouvoirs de l'État*, Gallimard « L'esprit de la cité », 2017
- 5/ Traduction en arabe de *À l'épreuve du terrorisme. Les pouvoirs de l'État*, Cairo, National council for translation, n° 3341, 2022

Direction d'ouvrage ou de numéro de revue

- 1/ *Droit & Philosophie - Annuaire de l'Institut Michel Villey*, vol. 5 - 2013 « Corps, communautés, minorités »
- 2/ *Droit & Philosophie - Annuaire de l'Institut Michel Villey*, vol. 7 - 2015 « Les libertés et la partition de l'espace »
- 3/ Olivier Beaud et François Saint-Bonnet (dir.), *La citoyenneté comme appartenance au corps politique*, Paris, Editions Panthéon-Assas, 2021

Articles^[1]_[SEP]

- 1/ **Réflexions sur l'article 16 et l'état d'exception**, *RDP*, N° 5-6/1998, p. 1699-1718.
- 2/ **Technique juridique du coup d'Etat**, dans Frédéric Bluche (dir.), *Le peuple, le prince et le droit. Autour des plébiscites de 1851 et 1852*, PUF, coll. « Léviathan », PUF, 2000, p. 123-160.
- 3/ **Droit et Evidente nécessité : l'autonomie de l'état d'exception**, *Droits – Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridique*, PUF, 2000, n° 30, p. 29-43.
- 4/ **Un droit constitutionnel avant le droit constitutionnel ?** dans *Droits*, PUF, 2000, n° 32, p. 7-20.
- 5/ **Le parlement, juge constitutionnel (XVIe-XVIIIe)**, dans *Droits*, 2001, n° 34, p. 177-197.
- 6/ **V° « Loi », « Privilège », « Urgence, Exception, Nécessité »**, dans Denis Alland et Stéphane Rials (dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, 2003 (respectivement pp. 673-678, 959-964, 1209-1212).
- 7/ **Remarques sur les arguments historiques dans les débats constitutionnels français (XVIe - XVIIIe siècle)**, dans *Droits*, 2003, n° 38, pp. 135-146^[1]_[SEP]
- 8/ **Le droit contre la loi. Regard sur les mutations du droit constitutionnel au XXe siècle**, dans Simone Goyard-Fabre (dir.), *L'Etat au XXe siècle*, Paris, Vrin, 2004, pp. 87-117

- 9/ **Aux origines historiques de l'irresponsabilité du chef de l'Etat en France**, dans Christophe Guettier et Armel le Divillec (dir.), *La responsabilité pénale du Président de la République*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 47-72.
- 10/ **Droit de résistance et état d'exception**, dans Olivier Camy et Dominique Gros (dir.), *Le droit de résistance à l'oppression, le droit contre le droit*, Paris, Seuil « Le genre humain », 2005, pp. 225-244.
- 11/ **Commentaire du Chapitre IV « Les législations d'exception »** dans le *Code de l'administration*, Paris, Litec, 2004.
- 13/ **La « politique de juge constitutionnel » du conseil d'Etat. Propédeutique pour un nouveau droit constitutionnel**, dans *Regards sur l'histoire de la justice administrative* (Grégoire Bigot et Marc Bouvet, dir.), Paris, Litec, 2006, pp. 289-303.
- 14/ **Jean Bodin et la citoyenneté au XVI^e siècle**, dans Eric Desmons (dir.), *Figures de la citoyenneté*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 17-32.
- 15/ **L'« autre » séparation des pouvoirs de Montesquieu**, dans Ferdinand Melin-Soucramanien et Alain Pariente (dir.), *La séparation des pouvoirs*, Paris, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2006, pp. 49-64.
- 16/ **Le constitutionnalisme libéral français en trompe-l'œil. Actualité de l'autre Montesquieu**, dans *Droits*, n° 43, 2006, pp. 15-32.
- 17/ **La double genèse de la justice constitutionnelle en France. La justice politique au prisme des conceptions françaises**, *RDP*, N° 3/2007, p. 753-791.
- 18/ **Guerre civile et guerre étrangère dans la doctrine du second XVI^e siècle**, dans *Droits*, 2007, PUF, n° 46, pp. 41-56.
- 19/ **V° « Cardin Le Bret » et V° « Pradié-Fodéré »**, dans Patrick Arabeyre, Jean-Louis Halpérin et Jacques Krynen (dir.), *Dictionnaire historique des juristes français (XII^e-XX^e siècle)*, Paris, PUF, 2007, respectivement pp. 476-477 et 640-641.
- 20/ **La nécessité : prolongements théoriques de données historiques** dans Th. Christakis (dir.), *La nécessité en droit international*, Paris, Pedone, 2007, pp. 65-70.
- 21/ **L'intérêt général dans l'ancien droit constitutionnel**, dans B. Mathieu et M. Verpeaux (dir.), *L'intérêt général, norme constitutionnelle*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 9-21.
- 22/ **Commentaire du Chapitre IV « Les législations d'exception »** (entièrement refondu) dans le *Code de l'administration*, Paris, Litec, 3^e édition en 2007.
- 23/ **La protection juridique des droits en 1791. Les Dispositions fondamentales garanties par la Constitution en débats**, dans *Mélanges François Burdeau*, Paris, Litec, 2008, pp. 237-265.
- 24/ **V° « Arbitraire », « Législations d'exception », « Circonstances exceptionnelles », « Etat d'urgence »** dans J. Andriantsimbazovina, H. Gaudin, J.-P. Marguénaud, S. Rials, F. Sudre (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, PUF, 2008, pp. 58-61, 145-147, 390-393, 606-611.
- 25/ **La nation et le droit constitutionnel substantiel. Trois moments de l'histoire d'un couple impossible**, dans *Que reste-t-il de la nation dans la constitution ?* Éditions Cujas, 2008, pp. 31-48.
- 26/ **L'état d'exception et la qualification juridique**, dans les *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, Presses universitaires de Caen, N° 6, 2008, pp. 29-37.
- 27/ **Le juge constitutionnel, représentant du souverain : la renaissance d'une acception ancienne de la représentation**, dans *Légitimité du pouvoir politique et représentation*, Paris, éd. Cujas, 2008, pp. 91-105.^[1]_{SEP}
- 28/ **Les ascendances inopinées de la Ve république**, dans *1958-2008 – Cinquantième anniversaire de la Constitution française*, Paris, Dalloz, 2008, pp. 81-92.^[1]_{SEP}

- 29/ **De la longévité de la Ve république. Le nouveau droit constitutionnel et ses gardiens**, dans *1958-2008 - Les 50 ans de la Constitution*, Paris, LexisNexis-Litec, 2008, pp. 135-146.
- 30/ **Les écueils d'une réforme astucieuse (l'article 5 du projet de loi constitutionnelle d'avril 2008 révisant l'article 16 de la constitution)**, dans *Les petites affiches, Numéro Spécial, Du nouveau dans la Constitution ?* 14 mai 2008, N° 97, pp. 20-22.
- 31/ **Le bien, le mieux et l'ennemi du bien (Considérations sur le nouvel article 16 de la Constitution)**, dans *Les petites affiches, Numéro Spécial, Une nouvelle Constitution ?* 19 décembre 2008, N° 254, pp. 24-27.
- 32/ **L'article 16 de la constitution de 1958**, dans G. Conac et F. Luchaire, *La constitution de la République française*, Paris, Economica, 3^e éd., 2009, pp. 525-544.
- 33/ **L'état d'exception dans les conflits entre pouvoirs spirituel et temporel à la fin du Moyen-Âge**, dans D. Chagnollaud (dir.), *Les origines canoniques du droit constitutionnel*, Paris, Ed. Panthéon-Assas, 2009, pp. 69-81.
- 34/ **Le pouvoir normatif des anciens juges. Le contrôle juridictionnel *a priori* des lois du roi**, dans les *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 24, 2009, pp. 86-89.
- 35/ **Regards critiques sur la méthodologie en histoire constitutionnelle. Les destinations téléologiques des options épistémologiques**, dans *Jus Politicum, Revue de droit politique*, Paris, Dalloz, N° 2 « Droit, politique et justice constitutionnelle » et disponible sur le site de la revue (<http://www.juspoliticum.com/Regards-critiques-sur-la.html>).
- 36/ **La prévention du conflit constitutionnel en l'an III**, dans J. Hummel (dir.), *Le droit constitutionnel à l'épreuve de l'histoire et du politique : les conflits constitutionnels*, Presses universitaires de Rennes, 2010, pp. 31-42.
- 37/ **Louis XIV, les parlements et la souveraineté**, dans G. Aubert et O. Chaline (dir.), *Les parlements de Louis XIV – Opposition, coopération, autonomisation ?*, Rennes, PUR, 2010, pp. 173 et s
- 38/ **Histoire des libertés publiques** (fascicule Jurisclasseur), P. Wachsmann et F. Picod (dir.), *Jurisclasseur Libertés publiques*, fasc. 10, édition mise à jour décembre 2010 (13 p., 100 000 signes).
- 39/ **Le contrôle *a posteriori* : les Parlements de l'Ancien Régime et la neutralisation de la loi**, dans les *Cahiers du conseil constitutionnel*, Paris, Dalloz, N° 28, 2010, pp. 23-27.
- 40/ **La notion d'exécution chez Bodin**, dans la *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques (RFHIP)*, N° 34, 2011, pp. 231-244.
- 41/ **Un voile sur la Liberté. Les lois de proscription au XIXe siècle**, dans C.-A. Chassin *La proscription en droit*, Paris-Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 47-74.
- 42/ **Le combat pour les libertés publiques à la fin du second empire. Les « libertés sociales » comme dépassement de l'alternative entre libertés individuelles et libertés politiques**, dans *Jus politicum – Revue de droit politique*, Vol. III, 2011, pp. 13-31.
- 43/ **V° « État d'exception », « Supplice politique »**, dans Michela Marzano *et al.* (dir.), *Dictionnaire de la violence*, Paris, PUF, 2011, pp. 455 ss. et 1244 ss.
- 44/ **V° « Racisme » et « État d'exception »** dans G. Bernard et J.-P. Deschodt (dir.), *Dictionnaire de la politique et de l'administration*, Paris, PUF, 2011, pp. 89-90 et 246-247.
- 45/ **Le « constitutionnalisme » des parlementaires et la justice politique. Les équivoques des « lits de justice » du XVIIIe siècle**, dans *La revue Parlement[s]*, Revue d'histoire politique, Paris, Pepper / L'Harmattan, N° 15, 2011, pp. 16-31.
- 46/ **Les périls du contre-feu doctrinal des absolutistes au XVIIIe siècle. Des contraintes de l'éristique constitutionnelle coutumière**, dans *Droits*, N° 54, 2012, pp. 81-95.

- 47 / **David Houïard et la métamorphose des libertés**, dans *David Houïard (1725-1802), un juriste et son temps*, Publications des universités de Rouen et du Havre, 2012, pp. 63-75.
- 48/ **Le public lettré et le droit - L'écriture des juristes dans les revues savantes sous le Second Empire**, dans la *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, N° 32, 2012, pp. 37-49.
- 49/ **La citoyenneté, fondement démocratique pour la loi anti-burqa. Réflexions sur la mort au monde et l'incarcération volontaire**, dans *Jus politicum*, vol. IV, 2012, pp. 173-205 et <http://www.juspoliticum.com/La-citoyennete-fondement.html>
- 50/ **La liberté d'association, garantie des libertés publiques**, dans *Humanisme et droit*, Hommage au Pr Jean Dhommeaux, Paris, Pédone, 2013, pp. 97-115.
- 51/ **Le droit des libertés publiques, antonyme du droit administratif au XIXe siècle**, dans la *Revue du droit public* – N° 2-2012, pp. 457-472
- 52/ **Le jury et la liberté d'expression. La justification démocratique d'une prétention libérale**, dans *Annuaire de l'Institut Michel Villey*, Vol. 4, 2012, pp. 9-27
- 53/ **De l'inachèvement de la loi**, Elsa Marguin-Hamon (dir.), *Le pouvoir en actes : fonder, dire, montrer, contrefaire l'autorité*, Paris, Archives nationales, 2013, pp. 105-109.
- 54/ **Le « procès de trois siècles » - Le roi, les parlements et l'autorité dans l'État**, dans Elsa Marguin-Hamon (dir.), *Le pouvoir en actes : fonder, dire, montrer, contrefaire l'autorité*, Paris, Archives nationales, 2013, pp. 29-34.
- 55/ **Nemo auditur suam propriam methodum allegans**, dans C. Herrera et A. Le Pillouer (dir.), *Comment écrit-on l'histoire constitutionnelle ?*, Paris, Kimé, 2012, pp. 95-115.^[1]_[sEP]
- 56/ **L'ironie du sort** (à propos de la nomination des membres du conseil constitutionnel), *Revue de droit d'Assas* - N° 5, fév. 2012, pp. 99-102.
- 57/ **Sujets, citoyens, concitoyens - Espace public et communauté politique**, dans Olivia Bui-Xuan (dir.), *Droit et Espace-s-public-s*, Paris, Fondation Varenne, 2012, pp. 21-33.
- 58/ **Genitum, non factum - La désignation du chef de l'État (1799-1815)**, dans Anne-Marie Le Pourhiet (dir.), *La désignation du Chef de l'État : regards croisés dans le temps et l'espace*, Paris, Fondation Varenne, 2012, pp. 21-40.
- 59/ **L'État et la liberté de forcer à être libre. Réflexions sur les normes communautaires**, dans Pierre Bonin, Pierre Brunet et Soazick Kerneis (dir.), *Formes et doctrines de l'État. Dialogue entre histoire du droit et théorie du droit*, Paris, Pédone, 2018, pp. 299-317.
- 60/ **Les conditions du droit d'association moderne - Les communautés religieuses, la violence consentie et la liberté**, dans *Annuaire de l'Institut Michel Villey*, N° 5, 2013, pp. 27-59.
http://www.droitphilosophie.com/upload/files/A53IMV_annuaire_5_INT_SaintBonnet.pdf
- 61/ **La liberté d'expression, révélateur de la tension entre raison d'État et l'autonomie de la société civile**, actes du colloque « La raison d'État - Histoires et actualités » (7 et 8 février 2013, Cevipof – Sciences Po).
- 62/ **La continuité entre aeternitas et tempus**, dans « La (dis)continuité en droit », Toulouse, PU de Toulouse Capitole, 2014, pp. 33 et s.
- 63/ **La QPC et la canalisation de la puissance**, dans X. Magnon, P. Esplugas, W. Mastor, S. Mouton (dir.), « Question sur la Question 3 (QSQ) : De nouveaux équilibres institutionnels ? », Paris, LGDJ, 2014, pp. 27-39.
- 64/ **Partition de l'espace et différenciation normative. Le droit moderne et la civilité**, dans *Lo Sguardo (Rivista di filosofia) n° 13 - 2013*, Gli strumenti del potere. Dal Principe all'archeologo - Les instruments du pouvoir (éd. Marzia Caciolini), Juin 2013.

http://www.losguardo.net/public/archivio/num13/articoli/2013_13_Francois_de_Saint_Bonnet_Partition_de_esp_ace.pdf

65/ **La notion d'évidente nécessité en droit politique et en droit pénal**, dans O. Cahn et K. Parrot (dir.), *Le principe de nécessité en droit pénal*, Paris, Lextenso, pp. 13 et s.

66/ **L'histoire du droit constitutionnel** dans J. Krynen et B. d'Alteroche (dir.), *L'histoire du droit en France - Nouvelles tendances, nouveaux territoires*, Paris, Classiques Garnier, pp. 239-249.

67/ **Le barrage, le champ éolien et l'intérêt général**, dans *Les métamorphoses de l'intérêt général*, Paris, PU de l'ICES, pp. 209 et s.

68/ **La fin du droit vue par l'historien du droit**, dans Aude Zaradny, Nathalie Wolff, Thibaut Fleury Graff, *La fin du droit ?*, Paris, Mare & Martin, 2015, pp. 37-49.

69/ **Les lois mémorielles : prétentions irréalisables, normativité encombrante** dans S. Guérard de Latour (dir.), Actes du colloque *La responsabilité au passé. Politique, droit et histoire* (Fondation Maison des Sciences de l'Homme, Maison Suger, Paris 1, 4 juin 2013).

70/ **L'article 16 et les antagonismes constitutionnels issus de la Révolution**, dans le *Giornale di Storia costituzionale*, N° 28, 2^e semestre 2014, Edeizioni università di macerata, pp. 99-111.

71/ **De la spécialité à la spatialité - La loi moderne et les libertés** dans les actes de la journée d'étude *Diffuser, recevoir, conserver la loi aux XVII^e et XVIII^e siècles* organisée le 13 décembre 2013 par P. Arabeyre, P. Bonin et O. Mattéoni, École nationale des chartes, Labex Norma et Laboratoire de Médiévistique Occidentale de Paris.

72/ **La QPC et la canalisation de la puissance**, dans P. Espuglas, X. Magnon, W. Mastor et S. Mouton (dir.), *Question sur la Question 3 (QsQ3) - De nouveaux équilibres institutionnels ?*, Paris, LGDJ, 2014, pp. 27-39.

73/ **La dictature à l'époque moderne. La fascination pour une incompréhensible vertu**, dans la Revue d'histoire des idées politiques, N° 41, 2015, pp. 43-65.

74/ **La restauration de la religion de l'État et la liberté des cultes**, dans *Jus politicum, revue de droit politique*, N° 13, 2014, pp. 245 et s. <http://www.juspoliticum.com/La-restauration-de-la-religion-de.html>

75/ **Des limites spatiales du droit - Le privé, le public, l'étatique**, dans les actes du colloque *Aux limites du droit*, Toulon, 15 et 16 avril 2014, Paris, Mare & Martin, 2015, pp. 127-139.

76/ **La liberté des Modernes et la partition de l'espace**, dans *Droit&Philosophie – Annuaire de l'Institut Michel Villey*, N° 7, 2015, pp. 11-26.

77/ **Des mœurs comme garantie de la liberté. Les manières vestimentaires et le droit au XIX^e siècle**, dans *L'intérêt général - Mélanges en l'honneur de Didier Truchet*, Paris, Dalloz, 2015, pp. 579-594.

78/ **Le combat contre la séquestration arbitraire des aliénés au XIX^e siècle. La dénonciation des nouveaux « in pace »**, dans les *Études offertes à Jean-Louis Harouel, Liber amicorum* (D. Salles, A. Deroche et R. Carvais dir.), Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2015, pp. 917-933.

79/ **L'idéologie djihadiste et la modernité**, dans *La vie des idées*, 2015, <http://www.laviedesidees.fr/L-ideologie-djihadiste-et-la-modernite.html>

80/ **État d'exception et djihadisme. Le droit des modernes à l'épreuve**, dans *En Jeu – Histoire et mémoires vivantes* (Revue pluridisciplinaire de la fondation pour la mémoire de la déportation), N° 5, 2015, Paris, Septentrion, 73-85.

81/ **Citizenship as the Democratic Foundation for the Anti-Burqa Statute. Reflections on Death to the World and Voluntary Incarceration**, dans *Sorbonne-Assas Law Review - Paris 2 - Panthéon-Assas University* <http://lawreview.u-paris2.fr/issue/2015/citizenship-democratic-foundation-anti-burqa-statute>

- 82/ **L'abnégation des hommes, le sacrifice de la légalité - La Grande Guerre et l'impossible naissance d'un droit administratif d'exception**, dans *Jus politicum, revue de droit politique*, N° VII, 2016, pp. 87-105 (<http://juspoliticum.com/article/L-abnegation-des-hommes-le-sacrifice-de-la-legalite-La-Grande-Guerre-et-l-impossible-naissance-d-un-droit-administratif-d-exception-1064.html>)
- 83/ **La quête de la confiance** - Rapport de synthèse du colloque de l'Institut Maurice Hauriou des 9 et 10 octobre 2014, dans Stéphane Mouton (dir.), *Le régime représentatif à l'épreuve de la justice constitutionnelle*, Paris, LGDJ, 2016, p. 303-314.
- 84/ **Daech et les catégories juridiques modernes : un abyssal défi** dans Farah Safi et Arnaud Casado (dir.), *Daech et le droit*, Paris, éd. Panthéon-Assas, 2016, pp. 37-52.
- 85/ **Le périmètre de l'état de siège et la Grande Guerre. Brèves réflexions sur les législations d'exception**, dans Élina Lemaire (dir.), *La Grande Guerre & le droit public*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2017, pp. 143-150.
- 86/ **Le terrorisme djihadiste et les catégories juridiques modernes**, *Libres propos, La semaine juridique* – Edition générale – N° 50 - 7 décembre 2015, pp. 2266-2267.
- 87/ **L'idéologie djihadiste et la modernité**, *La Vie des idées*, 10 mars 2015. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/L-ideologie-djihadiste-et-la-modernite.html>
- 88/ **Contre le terrorisme, la législation d'exception ?** Entretien de Florent Guénard avec François Saint-Bonnet, *La Vie des idées*, 23 novembre 2015. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Contre-le-terrorisme-la-legislation-d-exception.html>
- 89/ **État d'urgence : un statut constitutionnel donné à l'arbitraire** (avec Olivier Beaud), *Libres propos, La semaine juridique* – Édition générale – N° 4 – 25 janvier 2016, pp. 137-140.
- 90/ **État d'exception et djihadisme. Le droit des modernes à l'épreuve** dans *En Jeu. Histoires et mémoires vivantes*, Fondation de la mémoire de la déportation (éd. Septantrion), N° 5 *La démocratie à l'épreuve de l'« état d'exception »*, Juin 2015, pp. 73-83
- 91/ **L'état d'urgence : une réponse inadéquate au terrorisme djihadiste**, dans *Défense et Sécurité Internationale* (Hors série, Mars/avril 2016 - N° 47 - Terrorisme : organiser une riposte efficace), pp. 90-94.
- 92/ **Apprivoiser la manifestation. Du droit de résistance à la liberté d'expression** dans *Jus politicum*, N° 17, 2017, pp. 467-470.
- 93/ **De l'inadaptation de l'état d'urgence face à la menace terroriste** (avec Wanda Mastor), dans *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, Paris, Le Seuil, N° 158-2016, pp. 51-65.
- 94/ **Terrorisme et révision de la constitution**, dans Pierre Bourdon et François Blanc (dir.), « *L'État et le terrorisme* », Paris, Éditions de la Sorbonne, 2018, pp. 253-264.
- 95/ **Propos introductifs et Rapport conclusif** du colloque du master II « L'État face au terrorisme », dans *La Revue Droit Public Approfondi*, Paris, Ed. Panthéon-Assas, N°2-2016 et N°3-2017, pp. 59 et 76.
- 96/ **De la justiciabilité des mesures de lutte contre le terrorisme. Réflexions l'office du juge en état d'urgence** dans les *Actes du colloque annuel de l'AFDA* (Association française de droit administratif), *Les controverses en droit administratif*, Paris, Dalloz (coll. Thèmes et commentaires), 2017, pp. 203-214.
- 97/ **L'explosion des fichiers et les libertés. Les infortunes d'une ambition prométhéenne**, dans Fouad Eddazi et Stéphanie Maclair (dir.), *Le fichier*, Paris, LGDJ (coll. Grands colloques), 2017, pp. 293-302.
- 98/ **L'accusation de prosélytisme au XIXe siècle. Une inavouable angoisse des dominants** dans la *Revue Société, droit & religion*, Paris, CNRS éditions, 2017, pp. 1-13.

- 99/ **Le renouvellement de la technique en droit des libertés. Comment faire face aux mutations des sociétés contemporaines ?** dans Alexandre Desrameaux et François Colonna d'Istria (dir.), *Penser la technique juridique*, Paris, LGDJ « coll. Contextes Culture du droit, 2018, pp. 109-119
- 100/ **Commentaire du Discours sur la liberté des cultes de l'abbé Grégoire** dans Wanda Mastor, Julie Benetti, Pierre Egéa, Xavier Magnon (dir.), *Les Grands discours de la culture juridique*, Paris, Dalloz, 2017, pp. 78-88.
- 101/ **The State of Exception and the Terrorist Threat – An obsolete Combination**, dans Pierre Auriel, Olivier Beaud, Carl Wellman (editors), *The Rule of Crisis. Terrorism, Emergency Legislation and the Rule of Law*, Springer International Publishing, 2018, pp. 61-70.
- 102/ **L'individu privé de royaume. Réflexions sur l'histoire de la vie privée**, dans *Tribonien. Revue critique de législation et de jurisprudence*, N° 1, 2018, pp. 48-61.
- 103/ **En quoi le terrorisme bouleverse-t-il les catégories juridiques actuelles ?** dans « *Trois questions* », *La Semaine Juridique Edition Générale* - 3 Avril 2017 - n° 14.
- 104/ **Repenser le rôle de l'État face à la menace terroriste**, dans *L'ENA hors les murs* (magazine des anciens élèves de l'ENA), Juillet-août 2017, pp. 50-51.
- 105/ **Quelle rationalité pour la lutte contre le terrorisme ?**, dans Julie Alix et Olivier Cahn (dir.), *L'hypothèse de la guerre contre le terrorisme. Implications juridiques*, Paris, Dalloz, « coll. Thèmes et Commentaires », 2017, pp. 281-287.
- 106/ **La lutte antiterroriste et l'État de droit. Table ronde** avec Michel Debacq, Antoine Garapon, François Saint-Bonnet et Bertrand Warusfel, dans la *Revue Esprit*, Sept. 2017, pp. 88-102.
- 107/ **Les libertés chez Laboulaye : une architectonique**, dans la *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, Paris, L'Harmattan, 2018/1 (N° 47), pp. 141 à 162.
- 108/ **Le détenu, citoyen dévoyé ou ennemi du corps social ?**, dans les Actes du colloque sous la direction de Farah Safi, *La vie privée en prison*, Paris, Lexbase Hebdo, édition privée, n°722 du 7 décembre 2017, pp. 1 à 7.
- 109/ **De l'inadéquation du concept d'état d'exception pour penser le terrorisme. Réflexions sur l'État moderne**, dans Rafaëlle Maison et Olga Mamoudy (dir.), *Autour de l'état d'urgence. Le droit politique d'exception, pratique nationale et sources internationales*, Paris, Institut universitaire Varenne (coll. Colloques et Essais), 2018, pp. 11-29.
- 110/ **De l'absence d'écoles de droit constitutionnel entre la Révolution et la fin du XXe siècle**, dans Xavier Magnon et Stéphane Mouton (dir.), *Quelles doctrines constitutionnelles pour quel(s) droit(s) constitutionnel(s) ?*, Paris, Mare & Martin, 2022, pp. 103-113.
- 111/ **Conclusions du colloque « L'opposition doctrinale »**, dans Charles-Édouard Aubert et Lauren Bakir (dir.), *L'opposition doctrinale*, Paris, Mare et Martin, 2019, pp. 247-252.
- 112/ **La civilité moderne, garantie de la liberté individuelle**, dans Olivier Beaud et François Saint-Bonnet (dir.), *La citoyenneté comme appartenance au corps politique*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2021, pp. 145-158.
- 113/ **La Ve république et la métamorphose des législations d'exception. De la guerre d'Algérie aux attaques terroristes** dans Dominique Chagnollaude de Sabouret et Benoit Montay (dir.), *Les 60 ans de la constitution (1958-2018)*, Paris, Dalloz, 2018, pp. 23 à 33.
- 114/ **De l'urgence à la résilience : la reconquête du temps long**, actes du colloque de Bordeaux, 10 octobre 2017, dans Pauline Gervier (dir.), *La sortie de l'état d'urgence*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2020, pp. 73-83.
- 115/ **Le dépassement de l'état d'exception, métamorphose de la modernité politique**, dans Marie Goupy et Yann Rivière (dir.), *De la dictature à l'état d'exception. Approche historique et philosophique*, Paris, Collection de l'École Française de Rome, 2022, pp. 305-327.

- 116/ **Sécurité et terrorisme : un défi pour la démocratie et une menace pour l'État de droit**, dans les publications du Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged, *La lutte contre le terrorisme*, N° 2021-3, pp 68-85.
- 117/ **Heyriès, 28 juin 1918**, dans Thomas Perroud, Jacques Caillousse, Jacques Chevalier, Danièle Lochak (dir.), *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Paris, LGDJ, 1^{ère} éd., 2019, pp. 102-113.
- 118/ **Propos liminaire**, dans Alain Le Gallo (dir.), *La personne, fortunes d'une antique singularité juridique*, Paris, Classiques Garnier, 2021, pp. 15-19.
- 119/ **Fichiers, données numériques, Big data. L'absorption de l'individu par la personne**, dans Alain Le Gallo (dir.), *La personne, fortunes d'une antique singularité juridique*, Paris, Éditions Classiques Garnier, 2021, pp. 223-231.
- 120/ **Raison d'État et raison de l'État, Propos introductifs**, dans *La Revue Droit Public Approfondi*, Paris, Ed. Panthéon-Assas, N° Hors Série, 2018, pp. 8-10.
- 121/ **L'institution aux yeux des citoyens - La protection juridique des costumes et des drapeaux officiels** dans Elodie Djordjevik, Sabina Tortorella, Mathilde Unger (dir.), *Les équivoques de l'institution : normes, individu et pouvoir*, Paris, Éditions Classiques Garnier, coll. « La Bibliothèque de la pensée juridique », 2020, pp. 51-68.
- 122/ **Les écueils d'un rapprochement irrésistible de continents : le renseignement saisi par le droit**, dans Olivier Forcade et Bertrand Warusfel (dir.), *Le droit du renseignement (actes du colloque organisé par l'Académie du renseignement à l'École militaire le 8 février 2019)*, Paris, La documentation française, 2019, pp. 229-240.
- 123/ **La formation des régimes autoritaires. Le regard de l'historien du droit**, actes de colloque de Tours des 31 janvier et 1^{er} février 2019 sous la dir. de Karine Abderamane, Gülsah Kurt et Colombine Madelaine, *La formation des régimes autoritaires, analyse comparée de récents développements européens* à paraître aux Presses universitaires juridiques de Poitiers (disponible en vidéo sur <https://www.canal-u.tv/chaines/irji/in-english-francois-saint-bonnet-the-formation-of-authoritarian-regimes-comparative>).
- 124/ **Les fake news peuvent-elles être saisies par le droit ? Protéger la société contre elle-même ou défendre la démocratie** dans *Tribonien. Revue critique de législation et de jurisprudence*, n° 4, 2020, pp. 8-18.
- 125/ **La répression des propos et des sentiments républicains sous la Restauration et sous Juillet** dans Oscar Ferreira et Patrick Charlot (dir.), *Garantir les droits, protéger les libertés. Mélanges en l'honneur de Patrice Rolland*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, collection Institutions, 2022, 163-180.
- 126/ **Coup d'État et législation d'exception - Prévenir – Convertir – En sortir** dans les actes du colloque *De quoi un coup d'État est-il fait ? Vers une analyse processuelle et comparée des coups d'États* des 6 et 7 septembre 2018 sous la direction de Paul Cormier, Olivier Fillieule, Hervé Rayner, Université de Lausanne (à paraître)
- 127/ **L'état d'exception peut-il être dit permanent ?** dans le numéro *La temporalité du politique. Crise et continuité* (Bruno Godefroy, dir.), *Revue Éthique, politique, religions*, Paris, Classiques Garnier, 2020-2, n° 17, pp. 21-41.
- 128/ **Si l'état d'exception est partout, il n'est nulle part**, dans David Fonseca (dir.), *Logiques des législations antiterroristes : entre reconfiguration et défiguration du droit ?*, Paris, Fondation Varenne^[1] « Colloques & Essais », 2021, pp. 23-35.
- 129/ **Un monde méconnaissable** dans *l'Annuaire français de relations internationales* (Centre Thucydide), N° XXI, 2021, pp. 67-76.
- 130/ **La démocratie participative au prisme de l'histoire**, dans *Pouvoirs*, N° 175, Paris, Le Seuil, 2020, pp. 5-15.
- 131/ **De la banalisation des états d'urgence**, dans *JP Blog, revue internationale de droit constitutionnel*, Paris, 2021 (<https://blog.juspoliticum.com/2021/01/09/de-la-banalisation-des-etats-durgence-par-francois-saint-bonnet/>)

- 132/ **De la démocratie par petit conseil. Réflexions sur le collectif des citoyens tirés au sort sur la vaccination**, dans *Le club des juristes*, Paris, 2021 (<https://www.leclubdesjuristes.com/>)
- 133/ **La religion, la Révolution et la liberté d'expression. Remarques d'un historien du droit sur les temps présents**, dans *Mélanges en l'honneur d'Yves Sassier*, Limoges, PULIM, 2020, pp. 359-371.
- 134/ **De l'évitement officiel des particularismes (1789-2003)**, dans Hugo Beuvant et Mathilde Lemée (dir.), *Adapter, imposer ou résister, Les relations complexes entre réglementation nationale et spécificités locales. De la Révolution à nos jours*, Presses universitaires de Rennes (PUR) (à paraître)
- 135/ **Les trois âges de l'état d'exception** dans *l'Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, N° XXXV - 2020, PUAM, 2021, pp. 91-98.
- 136/ **Plaidoyer pour l'histoire du droit des libertés** dans Nicolas Laurent-Bonne et Xavier Prévost (dir.), *Penser l'ancien droit public. Regards croisés sur les méthodes des juristes (III)*, Paris, LGDJ, 2022, pp. 85-97.
- 137/ **Profiter de l'accalmie pour repenser l'état d'urgence**. À propos de l'étude annuelle 2021 du Conseil d'État, *Libres propos*, La semaine juridique – Edition générale, Lexis-Nexis, N° 43-44 - 25 octobre 2021, pp. 1954-1957.
- 138/ **La notion de gouvernement dans une approche historique** dans Raphaël Reneau et Vincent Boyer (dir.), *Pour un droit gouvernemental ?*, Paris, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2022, pp. 93-106.
- 139/ **Métamorphose de l'état d'exception**, dans Saba Parsa et Françoise Tulkens (dir.), *État de droit, État d'exception et libertés publiques*, Bruxelles, Anthemis, 2022, pp. 47-58.
- 140/ **Laïcité** dans *Elgar Encyclopedia of Comparative Law* (Jan Smits et Catherine Valke, dir.), 3rd edition, 2023 (à paraître)
- 141/ **La quintessence de l'état d'exception. L'état de siège politique à l'époque de la Commune** dans Pierre-Olivier Chaumet (dir.), *La Commune de Paris au prisme du droit*, Paris, Mare et Martin, 2022, pp. 67-76.
- 142/ **La citoyenneté juridictionnelle. Le prétoire préféré à l'agora** dans *Jus Politicum*, N° 27 – 2022 - Formes de la citoyenneté, pp. 9-17 (<http://juspoliticum.com/article/Numero-27-eBook-1462.html>)
- 143/ **États d'urgence** dans la revue *Esprit*, Paris, Juillet-Août 2021, pp. 8-11.
- 144/ **Crise, état d'exception et Parlement**, dans Damien Connil, Priscilla Monge et Audrey de Montis, *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Paris, Larcier-Bruylant (à paraître)
- 145/ **Le droit et le développement durable. De la contemplation de la nature à l'état d'urgence climatique**, dans Pierre Sérand (dir.), *Durabilité. Actes des 6èmes journées juridiques franco-polonaises des 21-22 octobre 2021* (à paraître)
- 146/ **À la (re)conquête des âmes égarées. La loi séparatisme, le Conseil constitutionnel et les libertés**, dans la *Revue française de droit constitutionnel*, n° 132 – décembre 2022, pp. 927-939.
- 147/ **Rien ne dure sans les institutions. De l'impuissance performative des normes entre 1814 et 1830**, dans Armel Le Divellec (dir.), *Des institutions et des normes. Une question préalable pour l'analyse juridique*, Paris, Panthéon-Assas éditions, 2023 (à paraître)
- 148/ **La citoyenneté de crise**, dans Camille Aynès (dir.), *Entre inclusion et exclusion : la double face de la citoyenneté*, Paris, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2023, pp. 177-190.
- 149/ **Emmanuel Macron et l'urgence** dans Thibault Carrère, Elsa Kohlhauser et Raphaël Reneau (dir.), *Le droit constitutionnel à l'épreuve du quinquennat d'Emmanuel Macron*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2023 (à paraître)
- 150/ **La liberté d'expression à l'heure des réseaux sociaux. Réflexions sur la fragilité actuelle de la démocratie libérale**, dans Christine Mengès-Le Pape (dir.), *La liberté : études théologiques et juridiques, actes du Colloque international de Montauban des 14, 15 et 16 juin 2022*, organisé par le CTHDIP de la Faculté de Droit de l'Université Toulouse 1 Capitole (à paraître)

- 151/ **Rien ne dure sans les institutions. De l'impuissance performative des normes entre 1814 et 1830**, dans Armel Le Divillec (dir.), *Des institutions et des normes. Une question préalable pour l'analyse juridique*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2023, pp. 69-78.
- 152/ **Le droit et le développement durable. De la contemplation de la nature à l'état d'urgence climatique** dans Pierre Serrand , Wojciech Zagorski , Piotr Szewdo , Lena Helinska (dir), *La durabilité saisie par le droit*, Paris, Mare & Martin, 2023, pp. 21-29.
- 153/ **Kantorowicz et la valeur du temps. Réflexions anachroniques** dans *Droit & Philosophie*, hors série N° 3, *Ernst Kantorowicz, un historien pour les juristes ?*, pp. 55-64. (<https://droitphilosophie.com/volumes/read/21>)
- 154/ **A história do direito constitucional**, Tradução : Maria Celina Monteiro Gordilho, REJUR -Revista Jurídica da UFERSA Mossoró, v. 6, n. 12, jul./dez. 2022, p. 51-58 (ISSN 2526-9488)
- 155/ **Les états d'urgence contemporains sont-ils des états d'exception ?** dans Sylvie Schmitt (dir.), *L'Etat et la crise*, actes du colloque de Toulon du 29 octobre 2021 (à paraître)
- 156/ **Le chef de l'État et les mutations du contrôle de l'exécutif dans l'état d'exception**, dans Vanessa Barbé et Margaux Bouaziz (dir.), *Les chefs d'État et les crises*, Paris, Mare & Martin, 2024, pp. 23-36.
- 157/ **Pouvoir juridictionnel et plateformes numériques**, dans Thibault Desmoulins et Cécile Guérin-Bargue (dir.), *Le pouvoir juridictionnel*, dans *Jus politicum* (à paraître) (<https://juspoliticum.com/article/Pouvoir-juridictionnel-et-plateformes-numeriques-1549.html>).
- 158/ **V° État d'exception et parlement** dans Damien Connil, Priscilla Jense-Monge et Audrey de Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Paris, Bruylant, 2023, pp. 320-325.

Préfaces et Avant-Propos

- Paul Chauvin-Hameau, *L'obligation militaire sous l'Ancien Régime*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2018, pp. XI-XII.
- Jérémy Maloir, *Les ministres en Révolution (1789-1794). Du gouvernement à l'administration*, Paris, L'harmattan, 2021, pp. 7-11.
- Aïda Manouguian, *La juridictionnalisation du droit constitutionnel français : étude d'un phénomène doctrinal*, Paris, Dalloz, 2022, pp. XVII-XVIII.
- Thomas Michalak, *Les assemblées parlementaires, juge pénal. Analyse d'un paradigme irréalisable (1789-1918)* (Prix de thèse du Sénat 2021)
- Arnaud de Solminihac, *La vie privée. Histoire d'un concept juridique protéiforme* (prix Dalloz 2022), Dalloz 2024 (à paraître)
- Louis Terracol, *Le gouvernement de fait de la Révolution à la Libération. Un expédient saisi par le droit* (prix de thèse de de l'Assemblée nationale) (à paraître)